



INSTRUCTION

N° 06-042-B3 du 24 juillet 2006

NOR : BUD R 06 00042 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE

ANALYSE

Date d'application : 24/07/2006

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; RETRAITE ADDITIONNELLE DE LA FONCTION PUBLIQUE ;
LIQUIDATION ; PAIEMENT ; TITRE DE PENSION ; SAISIE ; COMPTABILITÉ

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	ACT										

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

3^{ème} Sous-direction - Bureau 3E

6^{ème} Sous-direction - Bureau 6B

SOMMAIRE

1. ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITÉS RESPECTIVES DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DANS LE PAIEMENT DE LA RETRAITE ADDITIONNELLE	4
1.1. La demande expresse du titulaire	4
1.2. La détermination par l'ERAFP des droits du pensionné au versement d'une retraite additionnelle	4
1.3. La liquidation par l'ERAFP du montant brut de la retraite additionnelle	5
1.4. La transmission au CRP du montant brut à verser au titre de la retraite additionnelle	5
1.5. La liquidation par le CRP du montant net à payer	5
1.6. Le règlement par le CRP des sommes dues au pensionné, à son représentant légal et aux créanciers opposants éventuels	6
1.7. L'édition par le CRP des documents afférents aux paiements réalisés	6
2. LES OPÉRATIONS DE GESTION PARTICULIÈRES	6
2.1. Réception et exécution des cessions et des oppositions	6
2.2. Gestion des impayés par le CRP	7
2.3. Constatation des trop-perçus et prise en charge de leur recouvrement	7
2.4. Gestion du contentieux afférent à la pension additionnelle	8
3. LES FLUX INFORMATIQUES, FINANCIERS ET COMPTABLES	8
3.1. Flux informatiques	8
3.2. Flux financiers	8
3.3. Flux comptables	9
3.3.1. Constatation de la charge brute relative aux pensions de retraite additionnelle	9
3.3.2. Transfert de la créance à l'ACCT	9
3.3.3. Constatation de la créance par l'ACCT	9
3.3.4. Versement par l'ERAFP	9
3.3.5. Retenues effectuées sur les pensions de retraite additionnelle au titre des prélèvements sociaux et diverses contributions	9
3.3.6. Versement des prélèvements sociaux et autres contributions	10
3.3.7. Les régularisations sur pensions et de prélèvements sociaux	10
3.3.8. Versement au pensionné	11
3.3.9. La pension est rejetée	11

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique.....	13
ANNEXE N° 2 : Arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique	27

L'article 76 de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites a institué un régime de retraite additionnel, obligatoire, par répartition provisionnée et par points, destiné aux fonctionnaires des trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière), dénommé « retraite additionnelle de la fonction publique » (RAFP).

Le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 et son arrêté d'application du 26 novembre 2004 (cf. annexes) en ont précisé les modalités de fonctionnement et ont confié sa gestion à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP).

L'article 33 de ce décret précise, toutefois, que le paiement de la retraite additionnelle des pensionnés du régime des pensions civiles et militaires de retraite de l'État (PCMR) est effectué par le service chargé du paiement de la pension principale, c'est-à-dire par les centres régionaux des pensions (CRP), dans le cadre d'une convention signée entre l'État et le président de l'ERAFP.

La présente instruction a pour but de préciser aux comptables les modalités, les circuits et les procédures de paiement de la retraite additionnelle ainsi que les attributions et les responsabilités respectives des différents intervenants.

1. ATTRIBUTIONS ET RESPONSABILITÉS RESPECTIVES DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS DANS LE PAIEMENT DE LA RETRAITE ADDITIONNELLE

Les prestations versées au titre du régime de retraite additionnelle de la fonction publique constituent des dépenses de l'ERAFP et non de l'État. Les CRP sont donc chargés des seules tâches de paiement de ces dépenses liquidées par l'ERAFP.

Les premiers paiements de retraite additionnelle ont été effectués à la fin du second trimestre 2006, sous forme de capital. Les paiements seront réalisés sous forme de rente mensuelle lorsque le montant annuel de la retraite sera supérieur au seuil prévu à l'article 9 du décret du 18 juin 2004.

Dans ce cadre, les rôles respectifs de l'ERAFP, de son agent comptable et des CRP peuvent être définis par référence à chaque étape du processus de liquidation et de versement de la retraite additionnelle.

1.1. LA DEMANDE EXPRESSE DU TITULAIRE

La demande de retraite additionnelle est en principe transmise par le fonctionnaire à son service gestionnaire, en même temps que sa demande d'attribution de la pension principale. Le service gestionnaire concerné l'adresse ensuite au service des Pensions qui la transmet à l'ERAFP.

La demande de retraite additionnelle peut également être transmise directement à l'ERAFP à l'initiative du pensionné.

1.2. LA DÉTERMINATION PAR L'ERAFP DES DROITS DU PENSIONNÉ AU VERSEMENT D'UNE RETRAITE ADDITIONNELLE

La liquidation de la retraite additionnelle relève de la compétence exclusive de l'ERAFP. Il appartient par conséquent à l'établissement de déterminer, sous sa responsabilité, les droits du bénéficiaire de la prestation et de lui transmettre son titre de retraite additionnelle sur lequel sont précisées les bases de liquidation (nombre de points, date d'effet ...).

Un exemplaire de ce titre est également transmis au CRP concerné sous forme dématérialisée.

1.3. LA LIQUIDATION PAR L'ERAFP DU MONTANT BRUT DE LA RETRAITE ADDITIONNELLE

Le calcul du montant brut à verser au titre de la retraite additionnelle relève de la compétence et de la responsabilité exclusives de l'établissement.

Dans la mesure où il dispose seul des éléments permettant de les exercer, l'agent comptable de l'ERAFP est chargé d'effectuer les contrôles portant sur la validité de la créance (justification du « service fait », exactitude des calculs de liquidation, production des justifications utiles ...), les comptables du Trésor étant quant à eux tenus de s'assurer, sous leur responsabilité, du caractère libératoire du règlement, notamment en vérifiant qu'ils ont bien été destinataires de la copie du titre de retraite additionnelle de l'intéressé.

1.4. LA TRANSMISSION AU CRP DU MONTANT BRUT À VERSER AU TITRE DE LA RETRAITE ADDITIONNELLE

Un fichier informatique regroupant l'ensemble des sommes à verser à l'échéance au titre des retraites additionnelles (montants bruts) est transmis mensuellement au CRP avant le 15 du mois au plus tard.

Lorsqu'un même pensionné bénéficie de deux prestations du fait de ses services civils et de ses services militaires, l'ERAFP transmet alors le montant global à servir à l'intéressé. En revanche, si un même pensionné est titulaire d'une prestation au titre de ses services et d'une prestation à titre d'ayant cause, l'ERAFP communique au CRP deux montants distincts.

Afin que le CRP puisse identifier le pensionné et relier la retraite additionnelle à sa pension principale, le fichier transmis par l'ERAFP comporte l'ensemble des informations utiles et en particulier le numéro d'identification (NIR) du pensionné.

1.5. LA LIQUIDATION PAR LE CRP DU MONTANT NET À PAYER

Le calcul de ce montant net requiert un examen de la situation du bénéficiaire de la pension additionnelle au regard des règles d'exonération des contributions sociales et par conséquent des informations relatives à sa situation fiscale. L'application informatique détermine les droits éventuels à exonération totale ou partielle de contributions sociales du titulaire de la retraite additionnelle en exploitant les restitutions du centre national de traitement des données fiscales (CNTDF) selon des modalités identiques à celles mises en œuvre pour la pension principale.

L'application calcule les sommes à précompter au titre de l'ensemble des cotisations ou contributions (CSG, CRDS, cotisation d'assurance maladie, cotisation spécifique de la Polynésie française, retenue à la source) et détermine le montant net à verser au pensionné ⁽¹⁾.

Toute demande ou contestation du pensionné portant sur les contributions prélevées sur sa retraite additionnelle est directement instruite par le CRP compétent (demande de remboursement de cotisations précomptées à tort, demande d'exonération, demande de renseignements ...).

En cas de précompte trop important sur la retraite additionnelle, le CRP rembourse le titulaire et diminue le versement global à l'ACOSS du montant du remboursement effectué.

Si, à l'inverse, le précompte était insuffisant lors du paiement du capital, le CRP récupère le montant dû au titre des cotisations sociales obligatoires, sur la pension principale ⁽²⁾.

¹ Les précomptes pour mutuelles et assurance volontaire sont exclus des traitements actuels.

² Dans l'attente d'adaptations futures des traitements de retenues portant sur la pension principale, ces situations devront être gérées manuellement. Tout titre de recette doit, en effet, comporter une ligne de recette : or, l'application PEZ ne gère actuellement que les titres comportant des lignes de recettes relatives aux différents programmes et actions du CAS Pensions, les précomptes étant automatiquement transmis à l'application REP pour imputation sur le titre.

1.6. LE RÈGLEMENT PAR LE CRP DES SOMMES DUES AU PENSIONNÉ, À SON REPRÉSENTANT LÉGAL ET AUX CRÉANCIERS OPPOSANTS ÉVENTUELS

Le versement de la retraite additionnelle est effectué avec celui de la pension principale, soit sous forme de capital (paiement unique), soit sous forme de rente (paiements mensuels).

La retraite additionnelle due au pensionné est versée sur le compte désigné sur le relevé d'identité bancaire (RIB) transmis au CRP chargé du paiement de la pension principale. Si le titulaire de la prestation souhaite que le virement de sa retraite additionnelle soit effectué sur un autre compte bancaire, il lui appartient de fournir un autre RIB de sa propre initiative.

En cas de représentation légale, les documents nécessaires au versement de la prestation au représentant légal devront être transmis au CRP chargé du versement de la retraite additionnelle.

Le CRP est, par ailleurs, chargé de procéder au versement des cotisations sociales et fiscales au profit des organismes bénéficiaires ainsi qu'à la confection et à la transmission du fichier de déclaration annuelle à la DGI.

1.7. L'ÉDITION PAR LE CRP DES DOCUMENTS AFFÉRENTS AUX PAIEMENTS RÉALISÉS

Un bulletin de pension unique est adressé au pensionné sur lequel figurent la pension principale et la retraite additionnelle identifiée dans un cadre spécifique.

Selon un principe identique à celui appliqué à la pension principale, ce bulletin de pension ne sera édité et adressé au pensionné qu'en cas de modification du montant payé.

Par ailleurs, le CRP se chargera d'intégrer les sommes versées au titre de la retraite additionnelle dans la déclaration des sommes perçues adressée annuellement au pensionné. Ce document fera apparaître de manière distincte les sommes payées au titre de la pension principale et celles versées au titre de la retraite additionnelle.

2. LES OPÉRATIONS DE GESTION PARTICULIÈRES

2.1. RÉCEPTION ET EXÉCUTION DES CESSIONS ET DES OPPOSITIONS

Le décret du 18 juin 2004 et l'arrêté du 26 novembre 2004 ne posent aucun principe d'insaisissabilité de la retraite additionnelle. Conformément à l'article 14 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, cette prestation doit, par conséquent, être considérée comme saisissable.

Par ailleurs, la retraite additionnelle ne relève ni du Code des pensions civiles et militaires de retraite (CPCMR), ni du Code de la Sécurité sociale (CSS). Elle n'entre donc pas dans le champ d'application de l'article L. 56 du CPCMR, ni dans celui de l'article L. 355-2 du CSS, en vertu desquels une procédure de saisie-rémunération doit être diligentée (renvoi aux dispositions du Code du travail). Cette prestation est donc saisissable selon les voies de droit commun (saisie-attribution, ATD, demande de paiement direct), sans autre limitation de montant que celui indiqué dans l'acte de saisie (en d'autres termes, sans application d'un barème de saisissabilité, ni fraction insaisissable).

La gestion des cessions et des oppositions se décompose en deux étapes successives :

☞ La réception des cessions et des oppositions

L'article 36 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique précise que toute opposition ou autre signification doit être faite entre les mains du comptable public assignataire de la dépense.

L'agent comptable de l'ERAFP est donc seul habilité, sous sa responsabilité, à recevoir la notification des cessions ou des oppositions afférentes à la retraite additionnelle et à les prendre en charge.

Il doit, au plus tard le lendemain de leur réception, les transmettre en pièce jointe à un message adressé sur la boîte générique du CRP compétent, pour exécution. Par mesure de sécurité, l'agent comptable de l'ERAFP transmet simultanément au CRP un exemplaire papier de l'opposition ou de la cession.

De plus, dans le délai de 24 heures, il est tenu de déclarer au créancier saisissant l'étendue de ses obligations envers les pensionnés concernés.

☞ L'exécution des cessions et des oppositions

À réception de la pièce transmise par l'agent comptable de l'ERAFP, le CRP enregistre la cession ou l'opposition dans le module spécifique de paiement de la retraite additionnelle ⁽³⁾. Les sommes à verser aux créanciers opposants sont calculées et déduites du montant net à payer au bénéficiaire de la retraite additionnelle, puis transférées directement à ces créanciers par le CRP.

La responsabilité du CRP ne saurait être engagée, le cas échéant, que par les erreurs qui affecteraient directement et exclusivement les opérations matérielles d'exécution des cessions et des oppositions et mettraient en cause son intervention directe dans le processus de paiement (versement de la somme frappée d'opposition à un créancier différent de celui qui l'a notifiée, par exemple).

La restitution d'informations à l'agent comptable est assurée au moyen d'un état (fichier) récapitulant mensuellement les oppositions exécutées (pensionnés concernés, montants versés aux créanciers opposants ...).

Lorsqu'un CRP reçoit une opposition à exécuter sur la pension civile ou militaire de retraite, il informe le saisissant que le bénéficiaire est également titulaire d'une retraite additionnelle, saisissable entre les mains de l'agent comptable de l'ERAFP par voie de saisie-attribution.

2.2. GESTION DES IMPAYÉS PAR LE CRP

Le CRP est chargé de gérer les changements de compte ou de domiciliation bancaire ainsi que les rejets de virement (par exemple en cas de clôture de compte) et de régulariser les paiements en instance.

Dans l'hypothèse où la retraite additionnelle ne pourrait être effectivement versée sur le compte du bénéficiaire, du fait de son annulation en raison du décès du pensionné ou faute de régularisation en dépit de la diligence du CRP, les sommes correspondantes seraient alors restituées à l'ERAFP au début du mois suivant la constatation de cette impossibilité. Un fichier informatique identifiant ces remboursements sera adressé chaque mois à l'établissement.

2.3. CONSTATATION DES TROP-PERÇUS ET PRISE EN CHARGE DE LEUR RECOUVREMENT

Le décret du 18 juin 2004 ne prévoit expressément aucun transfert de compétence aux CRP en matière de recette. Dans la mesure où les trop-perçus constituent des recettes de l'établissement (article 31 du décret du 18 juin 2004) normalement prises en charge par l'agent comptable, il revient à ce dernier d'en poursuivre le recouvrement, seule sa responsabilité personnelle et pécuniaire étant susceptible d'être engagée dès lors qu'une recette ne serait pas effectivement encaissée (article 60-IV de la loi du 23 février 1963 et article 32 du décret du 12 décembre 1953).

La constatation d'un trop-perçu doit, en tout état de cause, donner lieu à l'émission d'un ordre de recette ou d'un titre de perception par l'ordonnateur (ERAFP), en vertu duquel une procédure de recouvrement amiable ou forcé peut ensuite être engagée à l'initiative de l'agent comptable de l'établissement.

³ L'enregistrement de la cession ou de l'opposition dans le module spécifique de paiement de la retraite additionnelle n'est pas possible en l'état actuel des traitements PEZ. Ce module sera développé pour les paiements en rente.

Dans l'intervalle, si le cas se présente pour un paiement en capital, il devra faire l'objet d'un traitement manuel par le CRP.

Le cas échéant, une assistance excluant toute action en recouvrement pourra néanmoins être apportée par les CRP à l'agent comptable de l'établissement, sans toutefois que celle-ci puisse alors remettre en cause la responsabilité pleine et entière de ce dernier en l'absence de recouvrement.

2.4. GESTION DU CONTENTIEUX AFFÉRENT À LA PENSION ADDITIONNELLE

La gestion des contentieux portant sur la liquidation de la pension additionnelle relève de la compétence exclusive de l'ERAFP qui seul dispose des éléments utiles à cet effet.

3. LES FLUX INFORMATIQUES, FINANCIERS ET COMPTABLES

3.1. FLUX INFORMATIQUES

Ces flux font l'objet d'une description détaillée dans une note de maintenance diffusée par le Bureau 3E.

Ils se décomposent en :

- un flux aller constitué des fichiers de montants et des renseignements d'état civil ;
- deux flux retour composés des fichiers relatifs respectivement aux paiements et aux rejets (lorsqu'ils donnent lieu à annulation de dépense).

Après réception et exploitation du fichier transmis par l'ERAFP et avant remise des virements à la Banque de France, la DGCP transmet à l'établissement public un fichier informatique récapitulant les prestations qui seront effectivement versées à l'échéance ainsi que le montant total correspondant. L'ERAFP peut ainsi adapter le montant de son versement mensuel aux sommes effectivement réglées aux bénéficiaires de retraites additionnelles.

3.2. FLUX FINANCIERS

☞ de l'ERAFP vers la DGCP

Il appartient à l'ERAFP de verser tous les mois à la DGCP la somme correspondant aux prestations additionnelles effectivement payées au titre de l'échéance (cf. supra), sous la forme d'un virement unique à effectuer sur le compte de l'Agence comptable centrale du Trésor (ACCT) à la Banque de France.

La somme correspondant à ce virement doit être portée au crédit du compte de l'ACCT à la Banque de France à une date de valeur identique à celle figurant sur le calendrier de transmission des fichiers de règlement des pensions à la Banque de France pour le mois concerné.

À cette fin, la DGCP communique chaque fin d'année à l'ERAFP le calendrier de remise des règlements mensuels pour l'année à venir.

☞ de la DGCP vers l'ERAFP

Les CRP peuvent être conduits à effectuer des remboursements à l'ERAFP en l'absence de versement effectif à des pensionnés (compte clôturé à la suite du décès du pensionné, par exemple).

Dans ce cas, la somme correspondante est restituée à l'ERAFP au début du mois suivant sur un compte ouvert à l'ACCT au nom de l'ERAFP.

3.3. FLUX COMPTABLES

Les écritures relatives au paiement de la retraite additionnelle sont les suivantes :

3.3.1. Constatation de la charge brute relative aux pensions de retraite additionnelle

La créance de l'État doit être constatée lors de la transmission à l'ERAFP du fichier des pensions de retraite additionnelle par les CRP.

- Débit compte 416 43 « Créance relative aux pensions de retraite additionnelle »
- Crédit compte 422 12 « Pensions de retraite additionnelle »

Cette écriture est saisie par le comptable dans CGL *en date courante*.

3.3.2. Transfert de la créance à l'ACCT

- Débit compte 391 340 « Transferts entre comptaables supérieurs - Transferts automatisés. Transferts de dépenses », avec une spécification « 9000 » (code du comptable assignataire) pour le compte 416 43
- Crédit compte 416 43 « Créance relative aux pensions de retraite additionnelle »

(Saisie dans CGL, transaction TAD, code nature « 02 » et compte 3 « 416 43 »).

3.3.3. Constatation de la créance par l'ACCT

- Débit compte 416 43 « Créance relative aux pensions de retraite additionnelle »
- Crédit compte 391 340 « Transferts entre comptaables supérieurs - Transferts automatisés - Transferts de dépenses »

Cette opération est générée automatiquement par NDC dans CGL.

3.3.4. Versement par l'ERAFP

- Débit compte 512 11 « BDF - Comptes d'opérations des comptaables centralisateurs »
- Crédit compte 416 43 « Créance relative aux pensions de retraite additionnelle »

Cette écriture est saisie par le comptable dans CGL.

3.3.5. Retenues effectuées sur les pensions de retraite additionnelle au titre des prélèvements sociaux et diverses contributions

Constatation des dettes de l'État, relatives aux retenues effectuées sur les pensions de retraite additionnelle

- Débit compte 422 12 « Pensions de retraite additionnelle »
- Crédit compte 432 111 « ACOSS - Contribution sociale généralisée »
- Crédit compte 432 321 « ACOSS - Contribution pour le remboursement de la dette sociale »
- Crédit compte 432 381 « ACOSS - Autres prélèvements sociaux sur pensions »
- Crédit compte 432 382 « CNMSS - Autres prélèvements sociaux sur pensions »

Les autres retenues effectuées sur les pensions de retraite additionnelle s'imputent aux comptes prévus pour les pensions État :

- 427 2 « Oppositions sur pensions », pour les oppositions notifiées par l'ERAFP ;
- 431 111 « Retenue à la source » ;
- 437 817 « Autres cotisations obligatoires », pour la cotisation de solidarité territoriale ;
- 437 818 « Autres contributions volontaires », pour les cotisations aux mutuelles et les cotisations volontaires d'assurance maladie et maternité pour les prestations à l'étranger.

Les écritures de constatation des retenues sont saisies par le comptable dans CGL.

3.3.6. Versement des prélèvements sociaux et autres contributions

Les modalités et écritures de versement sont identiques à celles retenues pour les pensions État (*cf. instruction sur le CAS « Pensions » - Titre 2 Charges et dépenses du CAS « Pensions » chapitre 2 § 4 Règlement des retenues sur pensions*).

Elles seront transférées à l'ACCT qui en assurera le versement à l'ACOSS et à la CNMSS.

3.3.7. Les régularisations sur pensions et de prélèvements sociaux

3.3.7.1. Le montant des prélèvements sociaux (ou autres contributions) retenu sur la retraite additionnelle est supérieur au montant dû.

☞ *Constatation de la créance à l'encontre des organismes sociaux*

- Débit compte 431 883 « Diverses autres créances envers l'État », pour la retenue à la source précomptée à tort
- Débit compte 432 5 « Créances à l'encontre de la sécurité sociale », pour les prélèvements sociaux versés à l'ACOSS et à la CNMSS
- Débit compte 437 6 « Créances à l'encontre des autres organismes sociaux », pour les autres retenues effectuées à tort
- Crédit compte 422 12 « Pensions de retraite additionnelle »

Les modalités et écritures de régularisation des comptes 431 883, 432 5 et 437 6 sont identiques à celles retenues pour la régularisation des charges de pensions État (*cf. instruction sur le CAS « Pensions » - Titre 2 Charges et dépenses du CAS « Pensions » chapitre 2 § 7.2.3.3. Apurement des créances à l'encontre de l'État et des divers organismes sociaux*).

☞ *Constatation du reversement au pensionné*

- Débit compte 422 12 « Pensions de retraite additionnelle »
- Crédit compte 512 641 « BDF - Virements bancaires - Comptes d'opérations des comptables centralisateurs »

Cette écriture est saisie par le comptable dans CGL.

Les modalités de versement sont celles prévues pour les pensions État, précisées dans l'instruction sur le CAS Pensions, titre 2 « Charges et dépenses du CAS Pensions », chapitre 2, § Règlement des pensions.

3.3.7.2. Le montant des prélèvements sociaux retenu sur la retraite additionnelle est inférieur au montant dû.

☞ *Constatation de la créance à l'encontre des pensionnés*

- Débit compte 422 23 « Trop perçus retraite additionnelle »
- Crédit compte 431 311 « Retenue à la source »
- Crédit compte 437 817 « Autres cotisations obligatoires »
- Crédit compte 437 818 « Autres contributions volontaires »

Cette écriture est saisie par le comptable dans CGL. (cf. § 1.5, dernier alinéa, ci-dessus).

1^{er} cas : *La créance est retenue sur la prochaine échéance de pensions de retraite additionnelle.*

- Débit compte 422 12 « Pensions de retraite additionnelle »
- Crédit compte 422 23 « Trop perçus retraite additionnelle »

Cette écriture est saisie par le comptable dans CGL.

Le règlement de la retraite additionnelle s'effectue dans les conditions visées ci-dessus.

2^{ème} cas : *La créance est retenue sur la prochaine échéance de la pension de l'État*

- Débit compte 422 18 « Dettes relatives aux pensions dues - Compte à apurer »
- Crédit compte 422 23 « Trop perçus retraite additionnelle »

Cette écriture est saisie par le comptable dans CGL.

Les modalités de règlement des pensions sont précisées dans l'instruction sur le CAS Pensions, titre 2 « Charges et dépenses du CAS Pensions », chapitre 2, § Règlement des pensions.

3.3.8. Versement au pensionné

- Débit compte 422 12 « Pensions de retraite additionnelle »
- Crédit compte 512 641 « BDF - Virements bancaires - Comptes d'opérations des comptables centralisateurs »

Le règlement de la retraite additionnelle s'effectue dans les conditions fixées pour les pensions État (cf. *instruction visée ci-dessus § 5*)

3.3.9. La pension est rejetée

Les rejets s'imputent au crédit du compte 467 1511 « Dettes reconstituées suite à incidents de paiement sur virements bancaires - Pensions ».

3.3.9.1. Si la pension est due

La retraite additionnelle est versée au pensionné dans les conditions prévues dans *l'instruction sur le CAS « Pensions », visée ci-dessus, chapitre 2 § 7. Régularisation des charges de pensions après rejet.*

3.3.9.2. Si la pension n'est pas due

☞ *Constatation de la dette de l'État à l'encontre de l'ERAFP*

- Débit compte 467 1511 « Dettes reconstituées suite à incidents de paiement sur virements bancaires - Pensions »
- Crédit compte 416 43 « Créance relative aux pensions de retraite additionnelle »

☞ *Constatation du reversement à l'ERAFP*

- Constatation de l'apurement de la dette de l'État

- Débit compte 416 43 « Créance relative aux pensions de retraite additionnelle »
- Crédit compte 399 093 « Virements internes - Virements des TG à enregistrer dans PSAR - VIR »

Cette écriture est saisie par le comptable dans CGL. Elle constate le transfert par l'application VIR des fichiers correspondants à PSAR.

- Constatation du transfert par PSAR des virements à la Banque de France

- Débit compte 399 093 « Virements internes - Virements des TG à enregistrer dans PSAR - VIR »
- Crédit compte 512 641 « BDF - Virements bancaires - Comptes d'opérations des comptables centralisateurs »

Cette écriture est automatiquement générée par l'application PSAR.

Toute difficulté d'application de la présente instruction devra être signalée à la Direction Générale sous le présent timbre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique

LA CHEF DE SERVICE

NATHALIE MORIN

ANNEXE N° 1 : Décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique

Décrets, arrêtés, circulaires
Textes généraux
Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'État

Décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique

NOR: FPPA0400063D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État et du ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 modifiée portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-2 ;

Vu le code monétaire et financier, notamment son article L. 321-1 ;

Vu la loi n° 72-662 du 13 juillet 1972 modifiée portant statut général des militaires ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière ;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, notamment son article 76 ;

Vu le décret du 25 octobre 1935 instituant le contrôle financier des offices et établissements publics autonomes de l'État ;

Vu le décret n° 47-1846 du 19 septembre 1947 modifié portant constitution de la Caisse nationale de retraites prévue à l'article 3 de l'ordonnance n° 45-993 du 17 mai 1945 relative aux services publics des départements et des communes et de leurs établissements publics ;

Vu le décret n° 55-733 du 26 mai 1955 modifié relatif au contrôle économique et financier de l'État ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, ensemble le décret n° 53-1227 du 10 décembre 1953 relatif à la réglementation applicable aux établissements publics nationaux à caractère administratif et le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 79-153 du 26 février 1979 relatif à la durée des fonctions des présidents et de certains dirigeants des établissements publics de l'État, des entreprises nationalisées et sociétés nationales et de certains organismes publics ;

Vu le décret n° 94-582 du 12 juillet 1994 relatif aux conseils et dirigeants des établissements publics et entreprises du secteur public ;

Vu le décret n° 99-575 du 8 juillet 1999 relatif aux modalités d'approbation de certaines décisions financières des établissements publics de l'État ;

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

ANNEXE N° 1 (suite)

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Article 1

Le régime public de retraite additionnel et obligatoire institué par l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée est dénommé « retraite additionnelle de la fonction publique ».

TITRE Ier

DROITS ET OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES
DU RÉGIME ET DE LEURS EMPLOYEURSChapitre 1^{er}

L'assiette et le taux de cotisation

Article 2

L'assiette de cotisation est constituée par les éléments de rémunération de toute nature perçus de leurs employeurs par les bénéficiaires au cours de l'année civile mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, à l'exception de ceux qui entrent dans l'assiette de calcul des pensions dans le régime des pensions civiles et militaires de retraite ou dans le régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales.

Ces éléments sont pris en compte dans la limite de 20 % du traitement indiciaire brut total perçu au cours de l'année considérée.

Dans le cas où, par dérogation au principe énoncé à l'article 25 de la loi du 13 juillet 1983 susvisée, le bénéficiaire est autorisé à exercer une activité privée lucrative, la rémunération perçue à ce titre n'entre pas dans l'assiette de cotisation.

Article 3

Le taux global de cotisation est fixé à 10 % du montant de l'assiette. Il est réparti à parts égales entre l'employeur et le bénéficiaire.

Article 4

Les bénéficiaires en position de détachement dans un emploi ne conduisant pas à pension du régime des pensions civiles et militaires de retraite ou du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales acquièrent dans cette position des droits au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique. L'assiette de cotisation est alors déterminée par différence entre les éléments de rémunération de toute nature mentionnés à l'article L. 136-2 du code de la sécurité sociale, perçus par le bénéficiaire placé dans cette position, et le montant du traitement indiciaire sur la base duquel il est tenu d'acquitter la retenue pour pension au titre du régime dont il relève. La limite de 20 % prévue à l'article 2 s'apprécie au regard de ce traitement.

ANNEXE N° 1 (suite)

Chapitre 2

L'acquisition des droits et la liquidation des prestations

Article 5

Le nombre de points attribué chaque année à chaque bénéficiaire est égal au rapport entre les cotisations versées, telles qu'elles résultent de la déclaration annuelle récapitulative de cotisations de l'employeur mentionnée à l'article 15, et la valeur d'acquisition du point applicable à l'année à laquelle se rapporte cette déclaration.

La valeur d'acquisition du point est fixée par le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime. Elle est indépendante de l'âge du cotisant. Le régime n'attribue aucun point à titre gratuit.

Article 6

Pour les bénéficiaires mentionnés aux 1°, 2° et 3° du II de l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée, l'ouverture des droits est subordonnée à la condition qu'ils aient atteint l'âge de soixante ans et aient été admis à la retraite au titre du régime des pensions civiles et militaires de retraite ou du régime de la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ou au titre du régime général d'assurance vieillesse s'il s'agit de fonctionnaires affiliés rétroactivement à ce régime.

Article 7

La liquidation des droits est subordonnée à une demande expresse de la part du bénéficiaire.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale précise les modalités de présentation de cette demande.

Article 8

Le montant de la rente annuelle est égal au produit du nombre de points acquis par la valeur de service du point, après application d'un barème actuariel modulant cette valeur en fonction de l'âge de liquidation de la retraite additionnelle. Ce barème est établi par le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime.

Une liquidation provisoire est effectuée sur la base des droits connus au titre du régime ; elle donne lieu à régularisation.

Le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime fixe la valeur de service du point. Il détermine la périodicité du versement de la rente en fonction de son montant.

Article 9

La prestation est servie sous forme de capital lorsque le nombre de points acquis au jour de la liquidation est inférieur à un nombre de points correspondant à une rente annuelle de 205 EUR calculée sur la base de la valeur de service du point au titre de l'année 2005.

Article 10

Les conjoints survivants mentionnés à l'article 6 ont droit à une prestation de réversion égale à 50 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès. En cas d'unions successives, la prestation de réversion est calculée au prorata de la durée des différentes unions.

ANNEXE N° 1 (suite)

Chaque orphelin a droit jusqu'à l'âge de vingt et un ans à une prestation égale à 10 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès, sans que le total des prestations attribuées au conjoint et aux orphelins puisse excéder le montant de la prestation qui aurait été accordée au bénéficiaire. En cas d'excédent, il est procédé à une réduction à due concurrence des prestations servies aux orphelins.

Les modalités de la liquidation des droits des conjoints survivants et des orphelins sont précisées par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale. Cet arrêté s'inspire des règles prévues en la matière par le code des pensions civiles et militaires de retraite.

Chapitre 3 Les cotisations et les employeurs

Article 11

I. - Lorsque, au titre d'une même année civile, des éléments de rémunération entrant dans l'assiette de cotisation définie à l'article 2 sont versés simultanément ou consécutivement à un bénéficiaire par plusieurs collectivités publiques, administrations ou organismes, regardés chacun comme un employeur au sens du présent décret, la charge des cotisations incombant à chaque employeur servant un traitement indiciaire est, sous réserve des dispositions du II, calculée, dans le respect de la limite de 20 %, sur la base des seuls éléments de rémunération et du traitement indiciaire qu'il a lui-même versés.

Sous réserve des dispositions du II, les éléments de rémunération entrant dans l'assiette de cotisation définie à l'article 2 versés par un employeur qui ne sert pas de traitement indiciaire ne donnent pas lieu à cotisation.

II. - Lorsque l'application des dispositions du I conduit à soumettre à cotisation un montant inférieur à celui correspondant à l'ensemble des rémunérations entrant dans l'assiette définie à l'article 2, dans la limite de 20 % du traitement indiciaire total perçu par le bénéficiaire, une régularisation est opérée de façon à atteindre ce dernier montant. Le complément de cotisation est réparti entre les employeurs au prorata des éléments de rémunération entrant dans l'assiette de cotisation définie à l'article 2 qui n'ont pas donné lieu à cotisation.

L'employeur qui verse le traitement indiciaire le plus élevé est chargé de centraliser les éléments permettant d'effectuer ce calcul. Il notifie aux employeurs concernés les versements à effectuer en conséquence et en informe le bénéficiaire.

III. - Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale précise les modalités d'application du présent article.

ANNEXE N° 1 (suite)

Article 12

Les cotisations sont dues au régime dès le premier euro. Le versement doit intervenir au moins une fois par an.

Un arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale fixe les modalités de versement des cotisations par les employeurs, notamment sa périodicité en fonction des montants dus.

Article 13

Lorsque la date fixée pour le versement de la cotisation n'est pas respectée par l'employeur, il est appliqué une majoration de 10 % du montant des sommes dues, augmentée de 0,5 % du montant des sommes dues par mois écoulé après l'expiration d'un délai de trois mois à compter de cette date.

Les majorations de retard doivent être versées dans les quinze jours qui suivent leur notification. Elles sont recouvrées par l'agent comptable selon les mêmes règles que celles prévues pour les sommes auxquelles elles s'appliquent.

Sur demande de l'employeur, le conseil d'administration de l'établissement public gestionnaire du régime peut, sur avis conforme de l'agent comptable, accorder une remise ou une réduction des majorations en cas de bonne foi dûment établie. Cette demande n'est recevable qu'après le règlement de la totalité des sommes ayant donné lieu à l'application des majorations.

Article 14

Il ne peut être procédé à aucun ajustement de la valeur d'acquisition et de service du point du fait du non-respect par les employeurs des règles fixées au présent chapitre.

Article 15

Pour chaque année civile et avant le 31 mars de l'année suivante, l'employeur adresse à l'établissement public gestionnaire du régime une déclaration annuelle récapitulative de l'ensemble des cotisations versées au titre de la retraite additionnelle de la fonction publique pour l'ensemble des bénéficiaires qu'il rémunère. Cette déclaration fait apparaître le montant des cotisations versées au régime pour chacun des bénéficiaires rémunérés. Elle comporte également l'ensemble des données individuelles nécessaires à l'évaluation des engagements mentionnés à l'article 28.

Les éléments d'information constitutifs de droits transmis par les employeurs au régime sont émis sous leur propre responsabilité, nonobstant la responsabilité du gestionnaire.

TITRE II ADMINISTRATION DU RÉGIME

Chapitre 1er L'établissement public gestionnaire du régime

Article 16

L'établissement public administratif mentionné au IV de l'article 76 de la loi du 21 août 2003 susvisée est dénommé « établissement de retraite additionnelle de la fonction publique ».

ANNEXE N° 1 (suite)

Cet établissement assure la gestion de la retraite additionnelle de la fonction publique. A ce titre, il centralise dans ses comptes les recettes et les dépenses du régime et assure le versement des prestations aux bénéficiaires.

Article 17

L'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique est soumis au régime financier et comptable défini par les dispositions du décret du 29 décembre 1962 susvisé relatives aux établissements publics nationaux à caractère administratif ainsi que par celles du décret du 10 décembre 1953 susvisé.

Il est doté d'un plan comptable adapté à ses spécificités, approuvé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale, après avis du Conseil national de la comptabilité.

Les comptes sont tenus de façon à distinguer la gestion du régime lui-même du fonctionnement propre de l'établissement.

Des régies de recettes et des régies d'avances peuvent être instituées conformément aux dispositions du décret du 20 juillet 1992 susvisé.

L'agent comptable de l'établissement est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale.

Article 18

L'établissement n'est pas soumis au contrôle financier défini par le décret du 25 octobre 1935 susvisé. Il relève du contrôle économique et financier de l'État prévu par le décret du 26 mai 1955 susvisé. Le contrôleur d'État est assisté par un commissaire contrôleur des assurances chargé du suivi de la situation financière du régime et du contrôle du respect des règles prudentielles.

Les attributions du contrôleur d'État et les modalités d'exercice de son contrôle sont fixées en tant que de besoin par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé de l'économie, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale.

Chapitre 2

Le conseil d'administration

Article 19

Le conseil d'administration est composé de 17 membres, selon la répartition suivante :

7 membres représentant les bénéficiaires cotisants du régime, proposés par les organisations syndicales représentatives ;

3 membres, dont un militaire, représentant l'ensemble des employeurs de la fonction publique de l'État ;

ANNEXE N° 1 (suite)

3 membres représentant les employeurs de la fonction publique territoriale choisis parmi les membres élus du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;

1 membre représentant les employeurs de la fonction publique hospitalière ;

3 personnalités qualifiées.

Pour chaque administrateur représentant les bénéficiaires cotisants ou les employeurs de la fonction publique il est nommé un suppléant dans les mêmes conditions que les titulaires.

Le directeur de l'établissement, le contrôleur d'Etat et l'agent comptable assistent aux séances du conseil d'administration sans voix délibérative.

Article 20

Les membres du conseil d'administration sont nommés par décret pour une durée de trois ans. Leur mandat peut être renouvelé une fois.

En cas de vacance survenant pour quelque cause que ce soit avant l'expiration du mandat d'un membre titulaire ou suppléant, il est procédé à son remplacement pour la durée restant à courir de ce mandat.

Sont déclarés démissionnaires d'office par décision du conseil d'administration les membres qui, sans motif valable dûment constaté par le président, n'auraient pas assisté à trois séances consécutives.

Sous réserve des dispositions du dernier alinéa de l'article 21, les fonctions de membre du conseil d'administration sont exercées à titre gratuit. Elles ouvrent droit au remboursement des frais de déplacement et de séjour dans les conditions prévues par le règlement intérieur du conseil d'administration.

Article 21

Le président de l'établissement est nommé par décret parmi les membres du conseil d'administration, pour la durée de son mandat au sein de ce conseil. Un vice-président, nommé dans les mêmes conditions, exerce les fonctions du président en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Le président assure la présidence du conseil d'administration. Il signe la convention d'objectifs et de gestion conclue avec le gestionnaire administratif mentionné à l'article 32 et en assure le suivi. Il peut diligenter des missions d'expertise sur l'administration du régime et de l'établissement.

Une indemnité de fonction dont le montant est fixé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale peut être attribuée au président de l'établissement.

ANNEXE N° 1 (suite)

Article 22

Le conseil d'administration règle par ses délibérations les affaires de l'établissement et examine toutes les questions d'ordre général relatives à la gestion de la retraite additionnelle de la fonction publique. Ses délibérations portent notamment sur :

1. L'évaluation annuelle des engagements du régime et la détermination du montant de la réserve à constituer pour leur couverture ;
2. Les conditions de réalisation de l'équilibre de long terme du régime ;
3. La valeur d'acquisition et la valeur de service du point, le barème actuariel mentionné à l'article 8 ainsi que la périodicité du versement de la prestation ;
4. Les orientations générales de la politique de placement des provisions du régime ;
5. Le choix des commissaires aux comptes ;
6. Le choix de l'actuaire indépendant mentionné à l'article 24 ;
7. Le budget de l'établissement public et ses modifications ;
8. L'enveloppe budgétaire allouée au gestionnaire administratif du régime ;
9. Le compte financier ;
10. La composition et les règles de fonctionnement des comités spécialisés ;
11. Les transactions.

Au cours du premier semestre de chaque année, le conseil d'administration délibère sur un rapport de gestion détaillé relatif au précédent exercice, portant notamment sur le fonctionnement du régime et son équilibre et sur l'état du recouvrement des cotisations. Ce rapport est transmis au Parlement et rendu public.

Au cours du même semestre, le conseil d'administration délibère sur un rapport de contrôle interne relatif au précédent exercice comportant l'évaluation de l'ensemble des risques, notamment techniques, financiers et opérationnels.

Le conseil d'administration participe à l'élaboration et approuve les conventions d'objectifs et de gestion conclues avec le gestionnaire administratif mentionné à l'article 32.

Le conseil d'administration est consulté sur tout projet de texte portant sur l'organisation et le fonctionnement du régime et de l'établissement. En cas d'urgence déclarée, l'avis est rendu dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la saisine.

Article 23

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président, qui fixe l'ordre du jour. Il est en outre convoqué lorsque la moitié au moins des membres ou le commissaire du Gouvernement en expriment la demande. Les convocations sont, sauf urgence déclarée, adressées dix jours ouvrés au moins avant la date de la réunion.

Le conseil adopte son règlement intérieur.

ANNEXE N° 1 (suite)

Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. En présence des membres titulaires, les suppléants ne siègent pas au conseil d'administration. Dans le cas où le quorum n'est pas atteint, le conseil est à nouveau réuni avec le même ordre du jour dans un délai maximum de quinze jours ouvrés ; il peut alors délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le commissaire du Gouvernement, le directeur de l'établissement, le contrôleur d'État et l'agent comptable assistent aux séances du conseil d'administration sans voix délibérative.

Le président peut inviter à assister au conseil, sans voix délibérative, toute personne compétente sur un ou plusieurs points inscrits à l'ordre du jour.

Article 24

Sont institués au sein du conseil d'administration les comités spécialisés suivants :

1. Le comité de pilotage actif-passif ;
2. Le comité d'audit ;
3. Le comité de recouvrement.

Le comité de pilotage actif-passif prépare les décisions du conseil d'administration portant sur l'évaluation des engagements envers les bénéficiaires du régime, la fixation de la valeur d'acquisition et de la valeur de service du point, et les orientations générales de la politique de placement. Il est assisté par un actuaire indépendant, auquel il est demandé un rapport annuel sur les perspectives financières et techniques du régime.

Le comité d'audit veille à la bonne application des règles de gestion du régime et propose toute mesure destinée à améliorer cette gestion. Il dispose de tout pouvoir d'investigation, par les personnes qu'il désigne à cet effet, dans les services du gestionnaire administratif mentionné à l'article 32 qui sont chargés des tâches définies par la convention prévue par cet article.

Le comité de recouvrement dresse l'état du recouvrement dont il fait rapport au conseil d'administration. Cet état expose notamment la liste des créances non recouvrées, les motifs de non-recouvrement et les actions menées auprès des débiteurs.

Sur proposition du président, le conseil d'administration peut créer en son sein d'autres comités spécialisés chargés de préparer ses délibérations ou d'en assurer le suivi.

Les comités spécialisés peuvent proposer au conseil d'administration la réalisation d'études ou d'expertises. Ils peuvent associer à leurs travaux toute personne compétente.

ANNEXE N° 1 (suite)

Chapitre 3

Le directeur

Article 25

Le directeur de l'établissement est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale, après avis du gestionnaire administratif mentionné à l'article 32.

Les fonctions de directeur sont incompatibles avec celles de membre du conseil d'administration.

Article 26

Le directeur dirige l'établissement. A ce titre :

1. Il prépare et met en œuvre les délibérations du conseil d'administration ;
2. Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
3. Il prépare et exécute le budget de l'établissement ;
4. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses ;
5. Il élabore le règlement de l'établissement ;
6. Il conclut les contrats, conventions et marchés de l'établissement et en contrôle l'exécution ;
7. Il met en œuvre les conventions décidées par le conseil d'administration ;
8. Il propose au conseil d'administration des orientations générales pour la politique de placement des provisions de l'établissement et les met en œuvre ;
9. Il conclut les transactions après accord du conseil d'administration ;
10. Le cas échéant, il prépare les documents nécessaires à la mise en concurrence des entreprises mentionnées à l'article 29 ;
11. Il recrute, nomme et gère le personnel de l'établissement.

Le directeur peut déléguer ses pouvoirs ou sa signature à des agents de l'établissement dans des limites et des conditions déterminées par le conseil d'administration.

Chapitre 4

La tutelle de l'établissement

Article 27

I. - L'établissement est placé sous la tutelle conjointe du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget et du ministre chargé de la sécurité sociale. Ces ministres désignent par arrêté conjoint un commissaire du Gouvernement qui représente l'État au conseil d'administration de l'établissement.

La tutelle s'exerce après consultation d'un conseil de tutelle qui comprend, outre le commissaire du Gouvernement et le contrôleur d'Etat, un représentant de chacun des ministres chargés de la fonction publique, du budget, de la sécurité sociale, de l'économie, des collectivités territoriales et de la santé. Une réunion de ce conseil est organisée avant chaque réunion du conseil d'administration de l'établissement.

ANNEXE N° 1 (suite)

Les membres du conseil de tutelle peuvent participer, sans voix délibérative, aux travaux des comités spécialisés institués au sein du conseil d'administration en application de l'article 24. Ils sont rendus destinataires des dossiers transmis aux membres du conseil d'administration.

Le commissaire du Gouvernement peut obtenir de l'établissement tous documents ou informations se rapportant à la gestion du régime de retraite et de l'établissement.

II. - Le procès-verbal des délibérations établi après chaque séance du conseil d'administration est communiqué aux ministres de tutelle, au commissaire du Gouvernement ainsi qu'aux autres membres du conseil de tutelle. A la demande du commissaire du Gouvernement ou de l'un des autres membres du conseil de tutelle, ce conseil est réuni pour examiner les délibérations adoptées.

Sous réserve des dispositions de l'article 30, les délibérations du conseil d'administration autres que celles mentionnées aux 7° et 9° de l'article 22 deviennent exécutoires en l'absence d'opposition notifiée par le commissaire du Gouvernement dans un délai d'un mois à compter de la réception du procès-verbal. Le commissaire du Gouvernement peut, après avis du conseil de tutelle, demander par écrit des informations ou des documents complémentaires relatifs aux délibérations mentionnées aux 3° et 8° de l'article 22 ; le délai d'un mois est alors suspendu jusqu'à production de ces informations ou documents.

Par dérogation aux dispositions de l'article 1er du décret du 8 juillet 1999 susvisé, les délibérations mentionnées aux 7° et 9° de l'article 22 ne deviennent exécutoires qu'après approbation expresse par arrêté conjoint des ministres de tutelle.

Chapitre 5

Les règles prudentielles

Article 28

Lors de chaque arrêté des comptes, le conseil d'administration procède à l'évaluation des engagements du régime et s'assure de leur couverture. Il évalue le taux de couverture des engagements, déterminé par le rapport de la valeur au bilan des actifs du régime sur la valeur de ses engagements. Cette évaluation est certifiée par les commissaires aux comptes et transmise au commissaire du Gouvernement.

La valeur des engagements est égale à la valeur actuelle probable de l'intégralité des droits acquis par les bénéficiaires et des frais de gestion relatifs à ces droits. Les paramètres de calcul des engagements sont fixés par le conseil d'administration, dans des conditions et limites définies par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé de l'économie.

ANNEXE N° 1 (suite)

Les engagements du régime à l'égard de ses bénéficiaires doivent être intégralement couverts par des actifs.

Article 29

Par dérogation aux dispositions du décret du 29 décembre 1962 susvisé, l'établissement public est autorisé à placer tout ou partie des fonds dont il dispose au titre du régime dans les actifs financiers mentionnés au A de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale, à l'exception de ceux mentionnés aux 6°, 7° et 8°. Il est procédé à ces placements dans des conditions et limites fixées par arrêté conjoint du ministre chargé de la fonction publique, du ministre chargé du budget, du ministre chargé de la sécurité sociale et du ministre chargé de l'économie ; cet arrêté s'inspire des règles fixées en la matière par le code de la sécurité sociale pour les placements des institutions de prévoyance représentant leurs engagements.

La politique de placement de l'établissement est déterminée, par catégorie d'instruments financiers, en fonction de l'évolution des engagements du régime, du portefeuille détenu et de l'analyse de l'évolution des marchés financiers. Elle tient compte notamment des principes de prudence et de diversification des risques ainsi que de l'ensemble des coûts liés à la détention de chaque catégorie d'instrument financier au regard du montant des fonds à placer.

La gestion des actifs mentionnés au premier alinéa, à l'exception de ceux mentionnés au 1° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale, est déléguée à des entreprises d'investissement qui exercent à titre principal le service prévu au 4 de l'article L. 321-1 du code monétaire et financier. Les mandats de gestion correspondants prévoient que le mandataire accepte de se soumettre aux contrôles et aux expertises sur pièces et sur place diligentées par le mandant.

Article 30

Lorsque, au vu des éléments dont il dispose et après avis du conseil de tutelle, le commissaire du Gouvernement estime que la couverture des engagements du régime n'est pas assurée, il en informe par écrit le président de l'établissement et lui demande de convoquer le conseil d'administration afin que celui-ci arrête, dans un délai de deux mois, un programme de rétablissement de nature à assurer la couverture intégrale des engagements au terme d'une période de quatre ans au plus. Le programme de rétablissement est transmis aux ministres chargés de la fonction publique, du budget et de la sécurité sociale et soumis au conseil de tutelle. Dans un délai de deux mois à compter de cette transmission, le commissaire du Gouvernement informe l'établissement de l'approbation du programme ou demande une nouvelle délibération du conseil d'administration.

A défaut de programme de rétablissement approuvé au terme d'un délai de six mois à compter de la saisine du président par le commissaire du Gouvernement, les ministres chargés de la fonction publique, du budget et de la sécurité sociale désignent par arrêté conjoint, pour une période de six mois renouvelable, un administrateur provisoire qui exerce pendant cette période les compétences du conseil d'administration et du président après avis du conseil de tutelle.

ANNEXE N° 1 (suite)

Chapitre 6

Les recettes et les dépenses de l'établissement

Article 31

I. - Les recettes de l'établissement au titre du régime sont :

1. Le montant des cotisations versées par les bénéficiaires cotisants et par leurs employeurs ;
2. Les produits financiers provenant du placement des provisions et des disponibilités du régime ;
3. Les majorations de retard de paiement ;
4. Les versements de paiements indus et autres recettes diverses.

II. - Les dépenses de l'établissement au titre du régime sont :

1. Les prestations servies par le régime ;
2. Les frais exposés pour la gestion administrative et financière du régime ;
3. Les remises ou réductions des majorations de retard de paiement.

III. - Les dépenses de l'établissement au titre de son fonctionnement propre sont couvertes par un prélèvement sur les recettes du régime.

Chapitre 7

La gestion administrative du régime
et de l'établissement

Article 32

La gestion administrative du régime est confiée à la Caisse des dépôts et consignations sous l'autorité et le contrôle du conseil d'administration.

Une convention d'objectifs et de gestion, conclue pour une durée minimale de cinq ans, détermine les objectifs pluriannuels de la gestion administrative, les moyens dont le gestionnaire dispose pour les atteindre et les actions mises en œuvre à ces fins par les signataires.

Elle fixe :

- les modalités de calcul et d'évolution de l'enveloppe budgétaire allouée au gestionnaire administratif ;
- les objectifs liés à la performance et au coût de la gestion ainsi qu'à l'amélioration de la qualité du service aux bénéficiaires ;
- le processus d'évaluation contradictoire des résultats obtenus au regard des objectifs fixés.

Cette convention contient les indicateurs quantitatifs et qualitatifs associés à la définition des objectifs.

ANNEXE N° 1 (suite et fin)

Article 33

La gestion administrative du régime et de l'établissement comprend notamment :

- l'encaissement des cotisations ;
- la tenue des comptes individuels de droits ;
- la liquidation des droits et le versement des prestations ;
- l'information des bénéficiaires sur les points acquis ;
- la tenue des comptes courants ouverts à la Caisse des dépôts retraçant les opérations rendues nécessaires par le fonctionnement du régime ;
- la tenue de la comptabilité du régime ;
- le régime de la conservation défini au 1° de l'article L. 321-2 du code monétaire et financier ;
- le cas échéant, le contrôle de l'exécution des mandats de gestion financière de l'établissement mentionnés à l'article 36 du présent décret ;
- la mise à disposition de moyens matériels et humains dans le cadre de l'enveloppe budgétaire allouée par le conseil d'administration. Ces moyens intègrent la fourniture d'une assistance comptable, juridique et budgétaire.

Toutefois, le paiement de la prestation aux pensionnés du régime des pensions civiles et militaires de retraite de l'État est effectué par le service chargé du paiement de la pension, dans le cadre d'une convention signée entre l'État et le président de l'établissement.

Article 34

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le garde des sceaux, ministre de la justice, la ministre de la défense, le ministre de la santé et de la protection sociale, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État, le ministre délégué à l'intérieur, porte-parole du Gouvernement, et le secrétaire d'État au budget et à la réforme budgétaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 18 juin 2004.

Jean-Pierre Raffarin

Par le Premier ministre :
Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'État,
Renaud Dutreil

Le ministre d'État,
ministre de l'économie, des finances
et de l'industrie
Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'intérieur,
de la sécurité intérieure et des libertés locales
Dominique de Villepin

Le garde des sceaux, ministre de la justice
Dominique Perben

La ministre de la défense
Michèle Alliot-Marie

Le ministre de la santé et de la protection sociale
Philippe Douste-Blazy

Le ministre délégué à l'intérieur,
porte-parole du Gouvernement
Jean-François Copé

Le secrétaire d'État au budget
et à la réforme budgétaire
Dominique Bussereau

ANNEXE N° 2 : Arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569
du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique

J.O n° 278 du 30 novembre 2004 page 20343
texte n° 55

Décrets, arrêtés, circulaires
Textes généraux
Ministère de la fonction publique et de la réforme de l'État

Arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004
relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique

NOR: FPPA0400145A

Le ministre d'État, ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la santé et de la protection sociale, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État et le secrétaire d'État au budget et à la réforme budgétaire,

Vu le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

Vu le code de la sécurité sociale ;

Vu la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, notamment l'article 76 ;

Vu le décret n° 2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales ;

Vu le décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique,

Vu l'arrêté du 28 juillet 1993 portant homologation de tables de mortalité pour les rentes viagères,

Vu l'avis du conseil d'administration,

Arrêtent :

TITRE Ier
DE LA PROCÉDURE D'ATTRIBUTION
DE LA RETRAITE ADDITIONNELLE DE DROIT DIRECT

Article 1

La liquidation de la retraite additionnelle intervient sur demande expresse de l'intéressé. Cette dernière peut être formulée conjointement avec celle de l'avantage principal, nonobstant la date de prise d'effet demandée pour la retraite additionnelle, ou séparément.

Lorsque la demande de liquidation est présentée séparément, elle est adressée directement à l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Le conseil d'administration de l'établissement détermine la nature des pièces justificatives à produire en accompagnement d'une demande présentée séparément.

Article 2

La demande de retraite additionnelle doit dans tous les cas comporter la date de prise d'effet souhaitée, obligatoirement fixée au premier jour d'un mois civil, sans pouvoir être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui au cours duquel la demande a été formulée.

ANNEXE N° 2 (suite)

Si, à la date de prise d'effet de la retraite additionnelle indiquée par l'intéressé, celui-ci ne remplit pas les conditions prévues par l'article 6 du décret du 18 juin 2004 susvisé, il est informé par l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique que sa demande n'est pas recevable et qu'il devra la renouveler.

Article 3

La prestation additionnelle est payée jusqu'à la fin du mois civil au cours duquel le titulaire du droit est décédé.

TITRE II

DE L'ATTRIBUTION DE LA PRESTATION ADDITIONNELLE DE RÉVERSION

Article 4

Le conjoint survivant, le conjoint séparé de corps et le conjoint divorcé peuvent prétendre à la prestation de réversion prévue par l'article 10 du décret du 18 juin 2004 susvisé.

En cas de remariage ou de concubinage notoire du conjoint survivant ou divorcé, le paiement de la prestation de réversion est suspendu. Il peut être rétabli, à la cessation de la nouvelle union ou du concubinage notoire, sur demande expresse de l'intéressé.

En cas d'unions successives, la prestation de réversion est partagée entre le conjoint survivant ou séparé de corps et le ou les précédents conjoints divorcés au prorata de la durée respective de chaque mariage déterminée de date à date et arrondie au nombre de mois inférieur. Ce partage est opéré définitivement lors de la liquidation des droits du premier d'entre eux qui en fait la demande.

La date de prise d'effet de la prestation de réversion ne peut être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui du décès du bénéficiaire.

Aucune prestation de réversion n'est due lorsque la prestation additionnelle de droit direct a été servie sous forme de capital.

Article 5

Pour obtenir la liquidation de sa prestation, le conjoint ou l'ex-conjoint survivant doit formuler une demande selon des modalités définies par le conseil d'administration de l'établissement. Cette demande est effectuée conjointement avec celle relative à la pension de réversion du régime principal d'affiliation, dont les règles sont prévues, selon le cas, par l'article D. 20 du code des pensions civiles et militaires de retraite, par l'article 59 du décret du 26 décembre 2003 susvisé ou par l'article R. 173-4-1 du code de la sécurité sociale.

Article 6

Le conjoint survivant a droit à une prestation de réversion égale à 50 % de la prestation obtenue par le bénéficiaire ou qu'il aurait pu obtenir au titre des droits acquis au jour de son décès en liquidant sa pension à l'âge de son décès. En cas de décès de l'auteur du droit avant l'âge de 60 ans, l'âge de liquidation retenu pour le calcul de la prestation est celui de 60 ans.

La prestation additionnelle de réversion est servie sous forme de rente. Elle est toutefois versée sous forme de capital lorsque son montant, au jour de sa date de prise d'effet, est inférieur au seuil fixé à l'article 9 du décret du 18 juin 2004 susvisé. Ce montant s'apprécie en valeur brute et par tête.

ANNEXE N° 2 (suite)

TITRE III
DE L'ATTRIBUTION DE LA PRESTATION
ADDITIONNELLE D'ORPHELIN

Article 7

Peuvent prétendre à la prestation additionnelle d'orphelin les enfants légitimes, naturels reconnus et adoptifs du bénéficiaire.

En cas de pluralité d'enfants, le partage et la réduction éventuelle sont opérés par parts égales à titre définitif.

Article 8

La demande de liquidation de la prestation additionnelle d'orphelin est formulée par l'orphelin ou son représentant légal selon les modalités définies par le conseil d'administration de l'établissement.

La demande peut être opérée conjointement avec celle relative à la pension de réversion.

La date de prise d'effet de la prestation additionnelle d'orphelin ne peut être antérieure au premier jour du mois civil suivant celui du décès du bénéficiaire.

Article 9

La prestation additionnelle d'orphelin est servie sous forme de rente. Elle est toutefois versée sous forme de capital lorsque son montant est au jour de la date de prise d'effet de la prestation inférieur au seuil fixé à l'article 9 du décret du 18 juin 2004 susvisé.

Ce montant s'apprécie en valeur brute et par tête.

TITRE IV
DES RÈGLES DE CUMUL

Article 10

La prestation additionnelle de réversion ou d'orphelin est cumulable avec une rémunération d'activité ainsi qu'avec tout avantage servi par des régimes de retraite de base, complémentaires ou additionnels, quels qu'ils soient.

TITRE V
DE L'ATTRIBUTION DES PRESTATIONS

Article 11

Les prestations du régime sont servies par le directeur de l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique.

Le paiement de la prestation sous forme de rente s'effectue à terme échu.

ANNEXE N° 2 (suite)

TITRE VI
DU CAPITAL VERSÉ

Article 12

Le montant du capital auquel le prestataire peut prétendre se déduit du montant de la rente annuelle par application d'un barème actuariel établi par le conseil d'administration de l'établissement.

Lorsque suite à une révision des droits intervenue après que le capital ait été versé, le montant de la prestation issue de cette révision dépasse en termes annuels le seuil fixé par l'article 9 du décret du 18 juin 2004 susvisé, il est procédé à une retenue sur le montant des arrérages à verser, dans des conditions assurant la neutralité actuarielle de l'opération. La rente n'est effectivement mise en paiement qu'après extinction complète de la dette.

TITRE VII
DU RÈGLEMENT DES COTISATIONS PAR LES EMPLOYEURS

Article 13

L'employeur verse à l'établissement sa part de cotisation ainsi que la part de l'agent, dues au titre des rémunérations que cet employeur a versées.

Article 14

Les cotisations dues par le bénéficiaire font l'objet de la part de l'employeur d'un prélèvement opéré sur la rémunération versée.

Article 15

A titre provisoire, en l'absence de connaissance des montants de cotisations tels que mentionnés à l'article 12 du décret du 18 juin 2004 susvisé, dus par chaque employeur à l'établissement, les cotisations dont sont redevables les bénéficiaires et leurs employeurs sont calculées et versées mensuellement par les employeurs, dès lors qu'une assiette est constituée. Cette opération s'effectue, dans le respect de la limite de 20 % prévue à l'article 2 du décret précité, sur la base des éléments de rémunérations cotisables et du traitement indiciaire brut versés depuis le début de l'année civile.

Les cotisations sont calculées en rapprochant, chaque mois, les éléments de rémunérations bruts cotisables depuis le début de l'année du plafond de l'assiette déterminée à partir du traitement indiciaire brut servi depuis le même début d'année. Lorsque la périodicité de versement des éléments constitutifs de l'assiette n'est pas mensuelle, la cotisation est calculée et versée de telle manière que l'assiette sur laquelle elle est fondée soit mois par mois respectée, en tenant compte des montants déjà acquittés.

Article 16

En cas d'employeurs simultanés ou successifs, l'employeur principal chargé de centraliser les éléments de calcul annuel du plafond des cotisations s'apprécie comme étant celui qui a versé le traitement indiciaire le plus élevé au titre du dernier mois de l'année civile.

La régularisation prévue au II de l'article 11 du décret du 18 juin 2004 susvisé applicable à l'employeur qui ne sert pas de traitement indiciaire intervient une fois par an, à l'issue de l'année civile.

Article 17

Le paiement des cotisations est effectué par virement interbancaire au compte courant de l'établissement au plus tard le 15 du mois suivant le versement de la paie. Le paiement des compléments de cotisations afférents à la régularisation prévue au II de l'article 11 du décret du 18 juin 2004 susvisé est effectué par virement interbancaire au plus tard le 15 du mois de mars suivant l'année civile considérée.

ANNEXE N° 2 (suite)

TITRE VIII DE L'ÉVALUATION DU CALCUL DES ENGAGEMENTS

Article 18

Pour l'évaluation des engagements du régime prévue à l'article 28 du décret du 18 juin 2004 susvisé, les paramètres de calcul sont fixés selon les modalités suivantes :

1. Le conseil d'administration détermine le taux d'actualisation, égal au taux de rendement prévisionnel prudemment estimé des actifs couvrant les engagements, en tenant compte notamment des durées des engagements et des actifs, d'une part, et des risques attachés aux actifs détenus, d'autre part. Ce taux d'actualisation ne peut en outre excéder 3 %.
2. Le conseil d'administration arrête, après certification par l'actuaire mentionné à l'article 24 du décret du 18 juin 2004 susvisé, la ou les tables de mortalité relatives à la population du régime. En l'absence de tables certifiées, les tables de générations homologuées par l'arrêté du 28 juillet 1993 susvisé sont utilisées.
3. Le conseil d'administration fixe l'estimation des frais futurs de gestion des droits acquis supportés par l'établissement. La valeur actuelle probable de ces frais ne peut être inférieure à l'écart entre les valeurs actuelles probables des droits calculées respectivement au taux d'intérêt technique et au taux d'intérêt technique diminué de 0,3 %.

TITRE IX DE LA RÉGLEMENTATION DES PLACEMENTS

Article 19

Rapportée à la valeur comptable des actifs de l'établissement, la valeur comptable des actifs mentionnés au 5°, au 9° et au 10° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale ne peut excéder 25 %, dont 5 % au maximum pour les actifs mentionnés au 9° de ce même article.

Article 20

Rapportée à la valeur comptable des actifs de l'établissement, la valeur nette comptable des actifs énumérés ci-après ne peut excéder :

1. 5 % pour l'ensemble des valeurs émises par un même organisme, à l'exception :
 - a) Des valeurs émises ou garanties par un Etat membre de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ainsi que des titres émis par la Caisse d'amortissement de la dette sociale instituée par l'article 1er de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 ;
 - b) Des actions ou des parts émises par les organismes mentionnés au 4° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale, dont le portefeuille est exclusivement composé des valeurs mentionnées ci-dessus.
2. 1 % pour la valeurs mentionnées au 9° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale émise par un même fonds.

ANNEXE N° 2 (suite et fin)

Article 21

Rapportée à la valeur comptable des actifs de l'établissement définie à l'article 28 du décret du 18 juin 2004 susvisé, la valeur nette comptable des actifs non libellés ou réalisés en euros ne peut excéder 10 %.

Article 22

La valeur comptable des titres émis par un même organisme relevant du 4° ou du 10° de l'article R. 931-10-21 du code de la sécurité sociale peut par dérogation excéder le ratio mentionné au 1° de l'article 20 du présent arrêté.

Les limites prévues aux articles 19 à 21 s'appliquent alors aux actifs détenus directement par l'établissement ou indirectement par l'intermédiaire des organismes faisant l'objet de cette dérogation.

Article 23

Le directeur du budget et le directeur général du Trésor et de la politique économique au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, le directeur de la sécurité sociale au ministère de la santé et de la protection sociale et le directeur général de l'administration et de la fonction publique au ministère de la fonction publique et de la réforme de l'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 novembre 2004.

Le ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'État,

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'administration
et de la fonction publique,

J. Richard

Le ministre d'État, ministre de l'économie,
des finances et de l'industrie,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du budget
et de la politique économique,
X. Musca

Le ministre de la santé
et de la protection sociale,
Pour le ministre et par délégation :
Le directeur de la sécurité sociale,
D. Libault

Le secrétaire d'État au budget
et à la réforme budgétaire,
Pour le secrétaire d'État et par délégation :
Par empêchement du directeur du budget :
Le chef de service,
C. Lantieri

